

ASSOCIATION DES CENTRES SOCIOCULTURELS DU SUD AVESNOIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025
Association des Centres Socio Culturels du Sud Avesnois
17-19 rue des Rouets
59610 FOURMIES

ASSOCIATION DES CENTRES SOCIOCULTURELS DU SUD AVESNOIS

17 – 19 rue des Rouets

59610 FOURMIES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de l'Association des Centres Socioculturels du Sud Avesnois,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association des Centres Socioculturels du Sud Avesnois relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes annuels notamment pour ce qui concerne les produits à recevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Madeleine
Le 29 avril 2026

Valoxy Audit



Ludovic Tiberghien
Associé

BILAN

ACTIF	Du 01/01/2025 au 31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort	Net	Total
Frais d'établissement (1)				
Immobilisations incorporelles	7 920,00	7 920,00	0,00	0,00
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Conces., brevets, licences, logiciels, droits et valeurs similaires	7 920,00	7 920,00	0,00	0,00
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	875 553,78	738 817,74	136 736,04	147 637,48
Terrains				
Constructions	333 746,59	279 847,51	53 899,08	49 623,26
Installation technique, mat et outillages industriels	541 807,19	458 970,23	82 836,96	98 014,22
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	10 324,00	0,00	10 324,00	10 324,00
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	10 324,00		10 324,00	10 324,00
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (2)	893 797,78	746 737,74	147 060,04	157 961,48
Stocks et en-cours				
Créances d'exploitation	376 957,99		376 957,99	460 945,40
Créances clients, usagers et comptes rattachés			0,00	1 000,00
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	374 809,99		374 809,99	453 794,81
Charges constatées d'avance	2 148,00		2 148,00	6 150,59
Valeurs mobilières de placement	248 117,81		248 117,81	102 955,53
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	258 400,45		258 400,45	204 081,25
TOTAL ACTIF CIRCULANT (3)	883 476,25		883 476,25	767 982,18
Frais d'émission des emprunts (4)				
Primes de remboursement des obligations / emprunts (5)				
Ecart de conversion Actif (6)				
TOTAL GENERAL	1 777 274,03	746 737,74	1 030 536,29	925 943,66
PASSIF				31/12/2025
FONDS PROPRES				31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise			3 789,40	3 789,40
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité				
Autres réserves			44 177,73	44 177,73
Report à nouveau			30 451,14	165 229,32
Excédent ou déficit de l'exercice			127 453,88	-134 778,18
SITUATION NETTE (1)			205 872,15	78 418,27
AUTRES FONDS				
Subventions d'investissement			96 948,00	107 685,01
Provisions réglementées				
TOTAL AUTRES FONDS (2)			96 948,00	107 685,01
TOTAL FONDS PROPRES (1+2)			302 820,15	186 103,28
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés			13 237,00	50 000,00
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES (3)			13 237,00	50 000,00
Provisions pour risques			149 173,00	194 595,27
Provisions pour charges				
TOTAL PROVISIONS (4)			149 173,00	194 595,27
DETTES				
Dettes financières				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			223 075,00	31 145,93
Emprunts et dettes financières divers			29 700,00	35 451,98
Dettes d'exploitation				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			28 094,72	62 992,00
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales			166 330,70	237 690,63
Dettes diverses				
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes			150,67	38 622,00
Produits constatés d'avance			117 955,05	89 342,57
TOTAL DETTES (5)			565 306,14	495 245,11
Ecart de conversion Passif (6)				
TOTAL GENERAL			1 030 536,29	925 943,66

COMPTE DE RÉSULTAT

	Du 01/01/2025 au 31/12/2025		31/12/2024
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Colisations	8 682,76		7 884,00
Ventes de biens			
Dont ventes de dons en nature			
Ventes de prestations de service	95 699,34		119 908,28
Dont parrainages			
VENTES DE BIENS ET DE SERVICES		95 699,34	119 908,28
Concours publics et subventions d'exploitation	2 115 141,79		1 970 949,10
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public	1 346,00		0,00
Dons manuels	1 346,00		
Mécénats			
Legs, donations et assurances-vie			
Contributions financières			
PRODUITS DE TIERS FINANCIERS		2 116 487,79	1 970 949,10
Reprises sur amortissements, provisions et transfert de charges	45 422,27		20 603,53
Produits des cessions d'immo. Incorporelles et corporelles	10 737,01		
Utilisations des fonds dédiés	50 000,00		115 313,00
Autres produits	60 035,48		47 087,02
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		2 387 064,65	2 281 744,93
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	0,00		0,00
Variation de stock	0,00		0,00
Autres achats et charges externes	443 882,35		476 053,24
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés	129 487,83		100 314,44
Salaires	1 310 304,23		1 319 555,61
Cotisations sociales	335 599,63		352 801,18
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	31 325,95		24 142,88
Dotations aux provisions	0,00		101 933,76
Valeur comptable des immo. Incorp. Et corporelles cédées			
Reports en fonds dédiés	13 237,00		50 000,00
Autres charges	77,22		948,85
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2)		2 263 914,21	2 425 749,96
RESULTAT D'EXPLOITATION (1 - 2)		123 150,44	-144 005,03
PRODUITS FINANCIERS			
De participation			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	0,00		0,00
Autres intérêts et produits assimilés	1 610,08		2 710,72
Reprises sur provisions, dépréciations et transfert de charge			
Différences positives de change			
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00		0,00
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		1 610,08	2 710,72
CHARGES FINANCIÈRES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			
Intérêts et charges assimilés	-2 744,36		7 225,90
Différences négatives de change			
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement	0,00		0,00
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (4)		-2 744,36	7 225,90
RESULTAT FINANCIER (3 - 4)		1 610,08	-4 515,18
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (1 - 2 + 3 - 4)		127 504,88	-148 520,21
PRODUITS EXCEPTIONNELS (5)			13 559,03
CHARGES EXCEPTIONNELLES (6)			46,00
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (5 - 6)			13 513,03
Participation des salariés aux résultats (7)			
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (8)	51,00		-229,00
TOTAL DES PRODUITS (1+3+5)		2 388 674,73	2 298 014,68
TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8)		2 261 220,85	2 432 792,86
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		127 453,88	
SOLDE DEBITEUR = PERTE			134 778,18
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature	76 220,00		70 714,00
Bénévolat			
TOTAL	76 220,00		70 714,00
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens	76 220,00		70 714,00
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
TOTAL	76 220,00		70 714,00

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

- 1) Identification des Centres Socioculturels du Sud Avesnois
- 2) Faits marquants de l'exercice
- 3) Événements postérieurs à la clôture

II. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

- 1) Durée et date de l'exercice comptable
- 2) Référentiel comptable
- 3) Dérogations aux principes et méthodes comptables
- 4) Changements comptables

III. NOTES SUR LE BILAN

- 1) Immobilisations incorporelles et corporelles
- 2) Échéance des créances et des dettes
- 3) Fonds propres
- 4) Provisions
- 5) Fonds dédiés
- 6) Passifs éventuels

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

- 1) Information sectorielle
- 2) Effectif employé pendant l'exercice
- 3) Rémunération des dirigeants
- 4) Rattachement des charges et des produits à l'exercice
- 5) Charges et produits exceptionnels

V. AUTRES INFORMATIONS

- 1) Contributions volontaires en nature

VI. TABLEAUX (en complément des notes sur le bilan et le compte de résultat)

- 1) Tableau des mouvements des immobilisations
- 2) Tableau des mouvements des amortissements
- 3) État des échéances des créances et des dettes
- 4) Tableau des mouvements des fonds propres
- 5) Tableau des mouvements des provisions
- 6) Tableau des mouvements des fonds dédiés
- 7) Tableau des charges et produits rattachés à l'exercice
- 8) Tableau des charges et produits exceptionnels

VALOXY AUDIT

Commissariat aux Comptes

81, rue du Pré Catelan

59110 LA MADELEINE

Tél : 03 20 39 33 47 - Fax : 03 20 63 92 21

RCS Lille 831 282 595

17

I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

L'association des Centres Socioculturels du Sud Avesnois inscrit son intervention globale dans les valeurs fondatrices du projet centre social, que sont l'Éducation populaire, la citoyenneté et la démocratie participative, le développement local, et dans le socle du projet centre social que constitue l'animation globale.

Pour mener à bien sa mission, il dispose de moyens humains (41,04 ETP en 2025), de nombreux partenariats (financiers et techniques) et de moyens financiers (financements) et matériels (budgets de fonctionnement et d'investissement).

Une association, deux agréments, deux projets sociaux :

Les orientations et les activités du projet social 2024-2027 du Centre Socio Culturel de Fourmies sont déclinées ainsi :

ORIENTATIONS	Objectifs généraux	Objectifs opérationnels
LA SANTE	Prévenir la santé physique, mentale et émotionnelle des habitants.	Renforcer les actions de prévention et d'accompagnement santé.
	Développer et consolider le réseau d'acteurs.	Développer et consolider le réseau d'acteurs.
LE VIVRE ENSEMBLE ET LES DYNAMIQUES DE « ALLER VERS » (Attention portée sur les QPV)	Accueillir et aller à la rencontre de tous les publics de notre territoire d'intervention.	Organiser et / ou participer à des actions, festivités, initiatives sur tout le territoire (sportives, culturelles, loisirs, ...).
		Développer les actions intergénérationnelles et transversales pour renforcer le lien entre les habitants.
		Repérer les habitants investis dans la vie du quartier de Trieux pour les associer aux événements à construire en partenariat.
	Etre identifié comme un lieu de ressources et de pouvoir d'agir pour les habitants.	Encourager la création de projets innovants visant à valoriser les compétences des habitants et favoriser leur engagement. Etre à l'écoute des problématiques des habitants afin de proposer des accompagnements adaptés.
LES LIENS PARENTAUX ET FAMILIAUX	Renforcer la fonction parentale par un travail collectif et transversal.	Renforcer des actions de soutien à la parentalité dans l'ensemble des secteurs d'activités.
		Accompagner les familles dans la mise en œuvre de leurs projets.
	Mener une démarche concertée entre acteurs et professionnels.	Développer des actions avec les familles et les partenaires. Améliorer les accompagnements individuels en renforçant les orientations / échanges avec / vers les partenaires.

VALOXY AUDIT

Commissariat aux Comptes

31, rue du Pré Catelan

59110 LA MADELEINE

Tél : 03 20 39 33 47 - Fax : 03 20 63 92 21

RCS Lille 831 282 595

Les orientations et les activités du **projet social 2024-2025** du Centre Socio Culturel de la Fagne sont déclinées ainsi :

ORIENTATIONS	Objectifs généraux	Objectifs opérationnels
PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE	Lutter contre l'isolement et l'exclusion	Favoriser la mobilité des habitants Proposer et organiser des animations accessibles à tous les habitants Renforcer les coordinations inter-acteurs sur le territoire
	Permettre la prévention en terme de santé	Faciliter les actions de prévention santé Développer les partenariats des acteurs de la santé
	Faciliter l'insertion sociale et professionnelle	Renforcer le lien entre les acteurs locaux de l'insertion et les bénéficiaires du RSA Permettre l'orientation des habitants vers les structures d'accompagnement
PÉRENNISER ET RENFORCER L'ACCOMPAGNEMENT DES FAMILLES	Promouvoir la parentalité positive et renforcer les compétences parentales	Accompagner et soutenir la parentalité par des actions d'information, de prévention et de mobilisation Renforcer les coordinations inter-acteurs sur le territoire
	Accompagner les familles monoparentales dans leur quotidien	Favoriser le repérage des situations familiales précaires Renforcer les coordinations inter-acteurs sur le territoire Proposer des actions spécifiques permettant de lutter contre l'isolement des parents solos
	Améliorer la qualité de vie des familles rurales en renforçant leur accès à l'information et ressources nécessaires	Lutter contre l'isolement des familles Permettre l'orientation des habitants vers les structures pouvant répondre à leurs besoins
SOUTENIR LE VIVRE ENSEMBLE ET LE POUVOIR D'AGIR DES HABITANTS	Créer un lieu de rencontre et d'échange pour les habitants afin de renforcer le tissu social et favoriser le pouvoir d'agir des habitants	Augmenter la participation des habitants aux activités du centre Soutenir la citoyenneté active et la démocratie d'intervention Favoriser l'appropriation du projet social par les habitants
	Animer la vie locale sur l'ensemble du territoire	Investir les festivités locales et devenir un partenaire des grands événements du territoire Organiser des événements qui rassemblent la population
	Développer le partenariat territorial	Encourager les coopérations et les mutualisations nécessaires à la cohérence territoriale.

2) Faits marquants :

Dans un contexte de fragilité budgétaire persistante, notre association a engagé un ensemble de mesures structurelles et exceptionnelles en 2025 visant à garantir sa pérennité et à retrouver un équilibre financier plus stable à l'horizon 2026.

L'ensemble des actions menées ont permis d'éviter de justesse la cessation de paiement. L'équilibre financier reste fragile vu le contexte national actuel.

L'affaire prud'homale toujours en cours reste un gros risque financier (provisionné actuellement à hauteur de 90000€).

La réorganisation en cours prend du temps : appropriation des nouvelles missions confiées par les salariés, organisation des plannings et projets en prenant en compte l'ensemble des changements du nouvel organigramme, évolution des supports de communication.... Un séminaire a eu lieu cet été et un second a eu lieu le 12 décembre 2025 pour faire un point d'étape sur la nouvelle organisation.

L'année 2025 est une année de transition difficile mais nécessaire. L'ensemble de ces actions convergent vers un retour à l'équilibre à l'horizon 2026, condition indispensable au maintien de l'offre de services aux familles et aux habitants du territoire.

Face à une baisse des ressources et à des charges de personnel devenues incompatibles avec notre niveau de financement, nous avons été contraints d'initier une procédure de licenciement économique.

Nombre de postes concernés : 4 postes (3 coordination et 1 intervention sociale)

Objectif : ajuster la masse salariale à la capacité financière réelle de la structure tout en préservant les actions cœur de mission.

Calendrier : procédure engagée en juin 2025, 4 licenciements prononcés en juillet 2025

Coût total: 175 000 € CSP compris (sollicité par les 4 salariés).

Plusieurs démarches ont été entreprises afin de sécuriser la démarche :

- Demande d'aide exceptionnelle auprès de la CAF : 50 000€
- Soutien exceptionnel sollicité auprès des collectivités (CCSA et commune) pour un montant total de 165 400€ (100 000€ ville de Fourmies et 65 400€ CCSA), qui a permis de faire face en partie aux coûts des départs dans le cadre du plan de licenciement.

Un travail en lien étroit entre le DGS de la ville de Fourmies et la directrice du CSC de Fourmies est effectif (temps de travail réguliers). Un élu de la commune participe à l'ensemble des réunions de bureau.

VALOXY AUDIT

Commissaire aux Comptes

81, rue du Pré Catelan

59110 LA MADELEINE

Tél : 03 20 39 33 47 - Fax : 03 20 63 92 47

RCS Lille 831 282 595

Parallèlement, remboursement des 30 000€ du Fond de soutien national de la Fédération des Centres sociaux obtenus en 2024, sur 5 ans, à compter de l'exercice 2026 (6 000€ par an).

Nous avons également sollicité notre partenaire bancaire pour renforcer notre trésorerie et lisser la pression financière sur les mois à venir.

Montant sollicité : 200 000 €

Remboursement à compter de Janvier 2026, 3267€38 par mois.

Toutes ces mesures prises ont permis de retrouver l'équilibre mais qui reste cependant fragile. Toutes les actions engagées devront perdurer pour stabiliser l'association à plus long terme.

3) Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement marquant n'est à signaler : le litige prud'homal est toujours en cours et reste provisionné à hauteur de 90 000€.

II. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1) DURÉE ET DATE DE L'EXERCICE COMPTABLE

L'exercice clos a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

2) RÉFÉRENTIEL COMPTABLE

Les comptes annuels de l'exercice clos au 31/12/2025 ont été établis conformément aux dispositions réglementaires en vigueur (Règlement ANC n° 2014-08 du Plan Comptable Général et les prescriptions du règlement n° 2022-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Les conventions comptables générales ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre (sauf changements de méthodes comptables précisées plus bas),
- indépendance des exercices.

Et, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3) DÉROGATIONS AUX PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES

L'article 142-9 – ANC 2022.06 énonce que les concours publics comprennent les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions. Ils doivent être comptabilisés en produits en comptes 73. Toutefois, compte tenu du formalisme des conventions avec le financeur CAF et de l'appréciation de la nature des financements, le CSC de Fourmies a maintenu l'enregistrement de ces opérations dans les comptes 74. Cette dérogation n'a pas d'incidence de présentation sur le compte de résultat des comptes annuels.

4) CHANGEMENTS COMPTABLES

L'association a appliqué, à compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, le règlement de l'Autorité des normes comptables n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation du Plan Comptable Général. Ce changement de méthode comptable concerne principalement la présentation du compte de résultat, notamment en redéfinissant le périmètre du résultat exceptionnel ce qui induit un reclassement des charges et produits concernés en résultat d'exploitation ou en résultat financier, en fonction de leur nature économique. Conformément aux dispositions transitoires prévues par le règlement précité, ce changement a été appliqué de manière prospective. En conséquence, les données comparatives relatives à l'exercice précédent n'ont pas fait l'objet d'un retraitement et restent présentées selon les règles comptables antérieurement applicables. Ce changement de méthode n'a pas d'impact sur le résultat comptable ni sur la situation nette de l'association la clôture de l'exercice.

III. NOTES SUR LE BILAN

1) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire à leur prix d'achat augmenté des frais accessoires (coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en

place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction).

Un tableau des mouvements des immobilisations est joint (cf. Tableau 1).

Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de la durée réelle d'utilisation des immobilisations.

Taux d'amortissement habituellement pratiqués

Immobilisations	Durée d'amortissement	Taux d'amortissement Linéaire
Agencements intérieurs (cloisons, carrelage, ...)	10 à 20 ans	6,66 à 10 %
Installations générales et techniques	5 à 10 ans	10 à 20 %
Matériel et mobilier de bureau	4 à 10 ans	10 à 25 %
Matériel de transport	4 à 5 ans	20 à 25 %
Matériel de bureau et informatique	4 à 5 ans	20 à 25 %
Logiciels	2 à 3 ans	33,33 à 50%

Un tableau des mouvements des amortissements est joint (cf. Tableau 2).

2) ÉTAT DES ÉCHÉANCES, DES CRÉANCES ET DES DETTES

Un état des créances et des dettes ventilées par échéance est joint (cf. Tableau 3)

3) FONDS PROPRES

Les fonds propres comprennent notamment les fonds propres sans droit de reprise, intègrent des réserves et un report à nouveau (cf. Tableau 4).

4) PROVISIONS

Un tableau des mouvements des provisions est joint (cf. Tableau 5).

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- Année de calcul : 2025
- Taux d'actualisation : 3,96 %
- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective nationale des acteurs du lien social et familial (ALISFA)
- Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié.
- Table de mortalité : INSEE 2020-2022 – données prov.

En ce qui concerne les paramètres des catégories, ont été retenus :

- Age de départ prévu (sauf dérogation individuelle)
 - 64 ans pour la catégorie : Cadres
 - 64 ans pour la catégorie : Employés
- Progression de salaires
 - 2% Constant pour la catégorie : Cadres
 - 2% Constant pour la catégorie : Employés
- Taux de rotation
 - 1 % pour la catégorie : Cadres

- 1 % pour la catégorie : Employés
- Taux de charges sociales patronales
 - 40,57 % pour la catégorie : Cadres
 - 35,89 % pour la catégorie : Employés

La dette actuarielle est inscrite au bilan sous forme de provision, avec les caractéristiques suivantes :

- Montant total de la provision comptabilisée à la date de clôture : 59 173 euros
- Mouvement de la provision au cours de l'exercice (+ si dotation, - si reprise) : -45 422,27 euros

Elle ne fait pas l'objet d'une externalisation auprès d'un organisme d'assurance.

Un litige prud'homal provisionné dans les comptes à hauteur de 90 000 € est également notifié.

5) FONDS DÉDIÉS

Les fonds dédiés enregistrent à la clôture de l'exercice la partie des ressources affectées par des tiers financeurs à des projets définis qui n'a pas encore été utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Le projet défini répond aux trois conditions suivantes :

- être conforme à la réalisation de l'objet de l'association ;
- être clairement identifié, les coûts imputables devant être nettement individualisés ;
- Le projet est défini par l'organe compétent.

La contrepartie des fonds dédiés s'inscrit au compte de résultat sous la rubrique « Reports en fonds dédiés ».

Le montant des fonds dédiés de l'exercice est repris, sur les exercices suivants, au fur et à mesure de l'utilisation des ressources par la contrepartie du compte « Utilisations des fonds dédiés », inscrit au compte de résultat.

Un tableau des mouvements des fonds dédiés est joint (cf. Tableau 6).

6) PASSIFS ÉVENTUELS

Il n'y a aucun passif éventuel constaté sur l'exercice 2025.

IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

1) PRODUITS D'EXPLOITATION (ventilation du chiffre d'affaires par activité).

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la somme des ventes de produits et marchandises, des prestations de service (participations des familles et participations publiques) et des produits des activités annexes.

Selon la définition du PCG, la ventilation ne doit être fournie que dans la mesure où les catégories d'activités diffèrent entre elles de façon très importantes.

Contributions financières

A la date de notification des contributions financières, le produit d'exploitation est constaté pour le montant total du financement. A la clôture, dès lors que la contribution finance un projet débutant l'exercice suivant, un produit constaté d'avance est comptabilisé à hauteur du montant du financement.

Si le projet financé est rattaché au même exercice que la contribution, des fonds dédiés sont comptabilisés à la clôture si les dépenses engagées sont inférieures au montant financé. Il en est de même si le montant financé concerne deux exercices comptables, dans la mesure où la ventilation de la contribution entre les deux exercices n'est pas mentionnée dans la convention de financement. Dans ce cas, les fonds dédiés sont calculés sur la base des dépenses au prorata temporis.

2) EFFECTIF EMPLOYÉ DURANT L'EXERCICE

L'effectif moyen des salariés de l'association est de 41,04 ETP.

3) REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Aux termes de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23/05/2006 (loi relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif), les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant un ou plusieurs financements de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans l'annexe les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature.

Précision : les administrateurs du Centre Socio-culturel exercent exclusivement leur activité de façon bénévole.

4) RATTACHEMENT DES CHARGES ET PRODUITS A L'EXERCICE

Un tableau des charges et produits imputables à un autre exercice est joint (cf. Tableaux 7, 8 et 9).

5) CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

Un résultat exceptionnel comprend les produits et charges résultant d'événements ou d'opérations distincts des activités courantes de l'association et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière.

Il n'y a aucun événement exceptionnel en 2025 (cf. Tableau 10).

V. AUTRES INFORMATIONS

1) CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale peut apporter à une autre un travail, des biens ou des services à titre gratuit.

Ceci correspond à :

- des contributions en travail (bénévolat, mises à disposition de personnes) ;
- des contributions en biens (ou dons en nature) : tout bien meuble remis en pleine propriété à l'association ;
- des contributions en services : mise à disposition de locaux, de matériel, fournitures gratuites de services.

L'annexe indique les méthodes de quantification et de valorisation retenues.

Contribution en travail – Bénévolat :

En 2025, l'association a bénéficié du soutien actif de 99 bénévoles et de l'implication de 60 militants au service de son projet.

L'association ne recense pas avec précision les informations quantifiables et valorisables et ne peut inscrire en comptabilité ces informations.

Contribution en services – Mise à disposition des locaux :

En 2025, l'association bénéficie des locaux mis à disposition par plusieurs villes partenaires. L'évaluation quantitative de ces locaux n'est pas de notre responsabilité. Nous avons recueilli les évaluations des villes de Fourmies (28 000€), de Trélon (10 083€) et d'Anor (38 137€).

Ces éléments sont présentés au pied du compte de résultat dans la partie « contributions volontaires en nature » en deux colonnes de totaux égaux.

TABLEAU 1 - IMMOBILISATIONS

(exprimé en euros)

	DEBUT Exercice	ACQUISITIONS	DIMINUTIONS	FIN exercice
Immobilisations incorporelles :				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	7 920,00			7 920,00
Total	7 920,00			7 920,00
Immobilisations corporelles :				
Terrains:				
Aménagement de terrains				
Constructions:				
Installations gén., agen. de cons.	323 548,17	10 198,42		333 746,59
Autres immobilisations corporelles:				
Installations tech., mat. et outill.	204 690,33	2 465,77		207 156,10
installations gén., agen. et amén. divers				-
Matériel de transport	208 905,97			208 905,97
Matériel de bureau et informatique	45 644,58			45 644,58
Mobilier et Matériel informat 5 ans	72 340,22	7 760,32		80 100,54
Autres immobilisations corporelles:				
Total	855 129,27	20 424,51	-	875 553,78
Immobilisations financières :				
Titres de participation				
Autres prêts				
Prêts et autres immobilisations financières	10 324,00			10 324,00
Prêts au personnel				
Total prêts				
Dépôts et cautionnements				
Total	10 324,00	-	-	10 324,00
TOTAL GENERAL	873 373,27	20 424,51	-	893 797,78

TABLEAU 2 – AMORTISSEMENTS

(exprimé en euros)

	DEBUT Exercice	DOTATIONS	REPRISES	FIN exercice
Immobilisations incorporelles :				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	7 920,00	-	-	7 920,00
Total	7 920,00	-	-	7 920,00
Immobilisations corporelles :				
Terrains				
Aménagement de terrains				
Constructions				
Installations gén., agen. de cons.	273 924,91	5 922,60		279 847,51
Installations tech., mat. et outill.	184 963,25	5 342,95		190 306,20
Autres immobilisations corporelles				
Installations gén., agen. et amén. divers				
Matériel de transport	148 616,50	14 376,00		162 992,50
Matériel de bureau et informatique 10 ans	44 715,41	124,42		44 839,83
Mobilier/Mat bureau & Informat. 5 ans	55 271,72	5 559,98		60 831,70
Total	707 491,79	31 325,95	-	738 817,74
TOTAL GENERAL	715 411,79	31 325,95	-	746 737,74

VALOXY AUDIT
Commissariat aux Comptes
81, rue du Pré Catelan
59110 LA MADELEINE

Tél : 03 20 39 33 47 - Fax : 03 20 62 92 21
RCS Lille 831 282 595

TABLEAU 3 - ETATS DES ECHEANCES DES DETTES ET CREANCES
(exprimé en euros)

DETTES	Montant brut	2026	2027 à 2031	2032 et après
Emprunts et dettes assimilées	252 775,00	36 076,19	174 319,41	18 679,40
Fournisseurs et comptes rattachés	28 094,72	28 094,72		
Dettes fiscales et sociales	166 330,70	166 330,70		
Autres dettes	150,67	150,67		
Produits constatés d'avance	117 955,05	117 955,05		
Total	565 306,14	348 607,33	174 319,41	18 679,40

CREANCES	Montant Brut	à - 1 an	à + 1 an
Créances de l'actif immobilisé	0,00	0,00	
Créances de l'actif circulant			
Clients et comptes rattachés	0,00	0,00	
Autres créances	374 809,99	374 809,99	
Charges constatées d'avance	2 148,00	2 148,00	
Total	376 957,99	376 957,99	0,00

TABLEAU 4 - VARIATION DES FONDS PROPRES
(exprimé en euros)

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT N-1	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	3 789				3 789
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de Réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	44 178				44 178
Autres réserves					
Report à nouveau	165 229	-134 778			30 451
Excédent ou déficit de l'exercice			127 454		127 454
Situation nette	213 197	-134 778	127 454	0	205 872
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	107 685			10 737	96 948
Provisions réglementées					
TOTAL	320 882	-134 778	127 454	10 737	302 820

Les subventions d'investissements totalement amorties à la clôture de l'exercice ont été soldées pour 17 754,00€.

TABLEAU 5 – PROVISIONS

(exprimé en euros)

	A l'ouverture de l'exercice	Dotation	Reprise	A la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	90 000,00			90 000,00
TOTAL GENERAL	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00

INDEMNITES DE DEPART A LA RETRAITE

(exprimé en euros)

Tout employeur est tenu de verser une indemnité à ses salariés lors de leur départ en retraite (conditions fixées par les conventions collectives).

L'association doit évaluer à la fin de chaque exercice, le montant de l'indemnité à verser en fonction de l'âge des salariés, leur ancienneté...

Nous avons choisi de comptabiliser une provision au passif du bilan pour ces indemnités.

	A l'ouverture de l'exercice	Dotation	Reprise	A la clôture de l'exercice
Indemnité fin carrière	104 595,27		45 422,27	59 173,00
TOTAL GENERAL	104 595,27	0,00	45 422,27	59 173,00

TABLEAU 6 - VARIATION DES FONDS DEDIES
(exprimé en euros)

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	Reports	Utilisations		Transferts	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant Global	Dont Remboursements		Montant Global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépenses au cours des deux derniers Exercices
Subventions d'exploitation							
CSC Fournies (Politique de la Ville – Rythmo)					13 237,00	13 237,00	0,00
CSC La Fagne (ARS Médiation Santé Rurale)	50 000,00		50 000,00			0,00	0,00
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	50 000,00	0,00	50 000,00	0,00	13 237,00	13 237,00	0,00

TABLEAU 7 – PRODUITS A RECEVOIR

(exprimé en euros)

Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Les produits à recevoir 2026 concernant les financements des partenaires.	374 809,99
TOTAL	374 809,99

TABLEAU 7 – CHARGES A PAYER

(exprimé en euros)

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan	Montant
Factures non reçues au 31/12/2025	18 713,57
TOTAL	18 713,57

TABLEAU 8 – CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

(exprimé en euros)

CHARGES	Montant
Charges 2026 enregistrées	2 148,00
sur l'exercice 2025 (factures...)	
TOTAL	2 148,00

TABLEAU 9 – PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

(exprimé en euros)

PRODUITS	Montant
Produits 2026 enregistrés sur l'exercice 2025 (financements, ...)	117 955,05
- dont Reports des activités autofinancées (= 10 577€)	
TOTAL	117 955,05

TABLEAU 10 – CHARGES ET PRODUITS EXCEPTIONNELS

(exprimé en euros)

	Montant
TOTAL	0,00